

MARCHE PUBLIC DE SERVICES

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES COMMUN A TOUS LES LOTS (CCAP)

(CCAP N° DIRMED-25-021)

l'Acheteur

Ministère de la Transition Écologique et Solidaire

Représentant de l'acheteur (RA)

Monsieur le Directeur Interdépartemental des Routes Méditerranée, par arrêté préfectoral n°R93-2025-12-01-00039 du 1er décembre 2025.

Objet du marché

Travaux forestiers des districts DU et DADS et travaux d'entretien des espaces verts du district du DADS au bord du réseau routier de la DIRMED

Le présent CCAP comporte 41 pages.

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

SOMMAIRE

| | Pages |
|--|------------------|
| ARTICLE PREMIER. OBJET ET NORMES - DISPOSITIONS GENERALES..... | <u>4</u> |
| 1-1. Objet du marché et Normes..... | <u>4</u> |
| 1-2. Représentation de l'acheteur et forme des notifications..... | <u>5</u> |
| 1-3. Point de départ du délai d'exécution..... | <u>6</u> |
| 1-4. Passation des commandes..... | <u>6</u> |
| 1-5. Décomposition en tranches et en lots..... | <u>7</u> |
| 1-6. Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel..... | <u>8</u> |
| 1-7. Contrôle des coûts de revient..... | <u>9</u> |
| 1-8. Dispositions générales..... | <u>9</u> |
| 1-9. Ordres de service..... | <u>12</u> |
| ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES ET CONTRACTUELLES DU MARCHE..... | <u>13</u> |
| ARTICLE 3. PRIX - VARIATION DANS LES PRIX - RÈGLEMENT DES COMPTES... | <u>14</u> |
| 3-1. Tranche(s) optionnelle(s)..... | <u>14</u> |
| 3-2. Contenu des prix - Règlement des comptes..... | <u>14</u> |
| 3-3. Variation dans les prix..... | <u>21</u> |
| 3-4. Paiement direct des sous-traitants..... | <u>22</u> |
| 3-5. Modalités de fixation des prix des prestations supplémentaires ou modificatives..... | <u>23</u> |
| ARTICLE 4. DURÉE DU MARCHE ET DÉLAI D'EXÉCUTION - PENALTIES, PRIMES ET RETENUES..... | <u>23</u> |
| 4-1. Durée du marché et délais d'exécution..... | <u>23</u> |
| 4-2. Pénalités pour retard d'exécution..... | <u>23</u> |
| 4-3. Pénalités et retenues autres que retard d'exécution..... | <u>23</u> |
| 4-4. Primes pour réalisation anticipée des prestations..... | <u>26</u> |
| 4-5. Interventions urgentes..... | <u>26</u> |
| ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ..... | <u>27</u> |
| 5-1. Retenue de garantie..... | <u>27</u> |

| | |
|--|--------------------|
| 5-2. Avances..... | 27 |
| ARTICLE 6. QUALITÉ, CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS..... | 28 |
| ARTICLE 7. MISE EN PLACE ET EXÉCUTION DU MARCHE..... | 29 |
| 7-1. Mise en place du marché..... | 29 |
| 7-2. Programme d'exécution..... | 29 |
| 7-3. Conditions d'exécution..... | 29 |
| 7-4. Conditions d'intervention..... | 32 |
| 7-5. Formation..... | 32 |
| 7-6. Prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité..... | 32 |
| ARTICLE 8. CONTRÔLES, ADMISSIONS ET GARANTIES..... | 34 |
| 8-1. Surveillance en usine, vérifications et essais..... | 34 |
| 8-2. Admission..... | 34 |
| 8-3. Garantie(s)..... | 34 |
| ARTICLE 9. RÉSILIATION..... | 35 |
| ARTICLE 10. CLAUSES TECHNIQUES..... | 35 |
| ARTICLE 11. CLAUSE SOCIALE D'INSERTION..... | 35 |
| 11-1. Publics visés et volume d'insertion à réaliser..... | 36 |
| 11-2. Le nombre d'heures d'insertion à réaliser..... | 37 |
| 11-3. Les modalités de mise en œuvre des actions d'insertion..... | 37 |
| 11-4. Dispositifs d'accompagnement pour la mise en œuvre des clauses sociales..... | 38 |
| 11-5. Comptabilisation des heures d'insertion, de formation, et durée d'éligibilité des salariés en insertion..... | 39 |
| 11-6. Les modalités de contrôle de l'action d'insertion..... | 39 |
| ARTICLE 12. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX..... | 41 |

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

Dans tout ce document, le code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.

Le CCAG applicable est le CCAG FCS en vigueur à la date de la publication du dossier

ARTICLE PREMIER. OBJET ET NORMES - DISPOSITIONS GENERALES

1-1. Objet du marché et Normes

Les prestations, objet du présent marché, concernent :

Les prestations concernent les travaux forestiers dans le cadre des Obligations Légales de Débroussaillage au bord du réseau routier de la DIRMED districts DU (13-83) et DADS (04-05) et la réalisation de travaux d'entretien courant sur les espaces verts au bord du réseau routier de la DIRMED district DADS (04-05)

Elles sont soumises aux dispositions du décret n° 92-158 du 20 février 1992 complétant le Code du Travail, articles R.4511-1 à 11, R.4512-1 à 16, R.4513-1 à 13, R.4514-1 à 10, R.4515-1 et 4 à 11.

Le ou les lieux d'exécution des prestations sont les suivants :

LOT N°1 et 3 « District des Alpes Du Sud – 04 »

- Départements des Alpes de Haute-Provence (04) RN85 – RN202 ;

LOT N°2 et 4 « District des Alpes Du Sud – 05 »

- Départements des Hautes-Alpes (05) RN85 – RN94 – RN1085 ;

LOT N°5 « District Urbain »

- Départements des bouches du Rhône (13) A7 – A557 – A51 – RN296 – A515 – A55 – A551 – A552 – RN568 – RN569 – RN113 – RN572 – A50 – A501 – A502 ;
- Département du Var (83) A570 – RN98 ;

Les prestations font l'objet d'un marché conformément aux dispositions des articles L.2125-1 1° et R.2162-1 à R.2162-6 et R.2162-13 à R.2162-14 du CCP.

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Ces prestations doivent être conformes aux normes françaises homologuées ou équivalentes.

La référence des normes applicables figure dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

1-2. Représentation de l'acheteur et forme des notifications

1-2.1. Représentation de l'acheteur pour l'exécution du marché

Pour les besoins de l'exécution du marché, les personnes physiques désignées ci-après sont habilitées à représenter l'acheteur auprès du titulaire :

1. Le chef de service ou son représentant pour assumer les fonctions suivantes :
 - Réception des communications du titulaire avec l'acheteur, auxquelles il entend donner date certaine ainsi que la notification des décisions et communications de l'acheteur faisant courir un délai (article 3-1 du CCAG) ;
 - Réception de la lettre recommandée du titulaire signalant les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel (article 13.3.2 du CCAG) ;
 - Signature et notification, en tant que représentant de l'acheteur pour l'exécution du marché, des décisions d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet lorsque celles-ci résultent strictement de dispositions contractuelles (article 30 du CCAG).
2. Le chef de subdivision, de parc, d'unité ou de cellule pour assumer les fonctions suivantes :
 - Réception de la demande de paiement (article 11.5 du CCAG) ;
 - Proposition d'acceptation ou de rectification de la facture et de complément de la facture (article 11.6 du CCAG) ;
 - Suspension du délai global de paiement s'il n'est pas possible, du fait du titulaire, de procéder aux opérations de vérifications ou à toutes autres opérations nécessaires au paiement ;
 - Information du titulaire de la suspension du paiement par le comptable assignataire ;
 - Vérifications quantitatives et qualitatives, qu'elles soient exécutées directement par lui-même ou, sous sa responsabilité, par des agents qu'il désigne (articles 28 et 29 du CCAG).

1-2.2. Formes des notifications

Conformément à l'article 3.1.1 du CCAG, l'adresse postale ou électronique du titulaire (ou du mandataire du groupement) qui seront utilisées pour les notifications, sont celles mentionnées dans les documents particuliers du marché ou, à défaut, à son siège social, sauf si ces documents lui font obligation de domicile en un autre lieu.

En complément de l'article 3.1 du CCAG, pour la bonne exécution des prestations , les parties veilleront tout au long de l'exécution du marché à ce que les adresses mails indiquées dans les documents particuliers du marché puissent assurer des échanges en temps réels.

Tout au long de l'exécution des prestations du marché, l'acheteur procédera à la notification de tous les ordres de service par voie électronique, via la messagerie de la plate-forme de

dématérialisation PLACE, au titulaire, ou le cas échéant au mandataire du groupement (destinataire) .

La messagerie sécurisée de PLACE assurera la traçabilité, la sécurité, la confidentialité et l'horodatage de tous les échanges, y compris ceux des accusés de réception par le destinataire. Ces accusés de réception seront générés par PLACE, et permettront de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception de l'information.

En application de l'article 3.1.2 du CCAG, c'est la date et l'heure de réception de la première consultation du document qui a été adressé, mentionnées sur le récépissé générés par PLACE, qui sont considérées comme celles de la notification.

Conformément à l'article 3.1.2 du CCAG, à défaut de consultation de l'information sur PLACE par le destinataire, dans les huit jours à compter de l'envoi de l'information (ou de la mise à disposition des documents), les documents seront réputés avoir été notifiés à l'issue de ce délai.

En application de l'article 3.2.1 du CCAG, si l'information transmise au titulaire ne mentionne pas de délai (s) celui-ci (ceux-ci) commencent à courir à 0 heure le lendemain de l'accusé de réception par le destinataire.

Toutefois, lorsque le délai est exprimé en heures, il commence à courir à compter de l'heure suivant celle où s'est produit le fait qui sert de point de départ de ce délai.

Lors de la transmission de l'information via PLACE par l'acheteur , celui-ci veillera à utiliser la modalité technique d'envoi, qui permettra au destinataire de lui adresser une réponse en retour via PLACE, le cas échéant.

Si cette réponse fait courir un délai, le démarrage de ce dernier commencera à courir dans les mêmes conditions que celles décrites pour la notification par l'acheteur.

1-3. Point de départ du délai d'exécution

Le bon de commande précise les conditions d'exécution.

1-4. Passation des commandes

Le service représentant de l'acheteur désirant passer une commande formalisera sa demande au titulaire par écrit daté (e-mail) À compter du jour d'envoi de cette première demande de devis, le titulaire établira un devis correspondant aux prestations demandées au plus tard dans un délai de quatorze (14) jours.

Les commandes successives sont adressées sous forme de bons de commandes signés par :

Directeur Interdépartemental des Routes Méditerranée ou, selon leur montant, par délégation de signature donnée aux agents désignés à l'arrêté préfectoral de subdélégation en vigueur à la date de notification du bon de commande.

Les bons de commande pourront être adressés pendant les jours et heures ouvrables, du lundi 8 h. au vendredi 18 h, par mail. Le titulaire devra accuser réception dans le délai maximum d'une semaine par mail du bon de commande portant la date et l'heure de réception. Le rapport de transmission automatique à l'acheteur fera foi en cas de contestation.

Chaque bon de commande précise :

- Le numéro d'EJ de l'accord cadre ;
- La durée et la date de commencement de la période de préparation s'il y a lieu ;

- Le numéro de l'Engagement Juridique du bon de commande lors de la transmission ;
- Le lieu d'exécution ;
- Le délai d'exécution ;
- Les conditions particulières relatives à la période de préparation et au programme d'exécution des travaux le cas échéant ;
- Les conditions particulières d'exécution et notamment l'intervention de nuit le cas échéant;
- Les mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé (SPS) le cas échéant;
- La désignation et la catégorie des produits ;
- La quantité commandée par catégorie ;
- Les prix unitaires et/ou forfaitaires ;
- Le montant de la commande hors taxe, le montant de la TVA et le montant TTC ;

Ce contenu des bons de commande n'est pas applicable à des commandes réalisées en tant qu'intervention urgente (car il s'agit d'une régularisation de commande).

L'acheteur confie au titulaire, pendant toute la durée de validité du marché précisée à l'article 3-1 de l'acte d'engagement, l'exécution de la totalité des prestations ci-dessus définies, suivant commandes faites au fur et à mesure des besoins.

Si le marché est passé avec un groupement conjoint, le mandataire du groupement est solidaire, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du représentant de l'acheteur.

Par dérogation à l'article 77 du CCP, l'acheteur se réserve la possibilité de recourir à des tiers, pendant toute la durée de validité du marché précisée à l'article 3-1 de l'acte d'engagement, pour l'exécution d'une partie des prestations ci-dessus définies, au contrat et ce sous condition que le titulaire ne soit pas en mesure de traiter les zones à débroussailler dans un délai restreint imparti pour des raisons de sécurité vis-à-vis des OLD, risques naturels.

Ainsi, le titulaire ne détient pas l'exclusivité des commandes.

1-5. Décomposition en tranches et en lots

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

Le besoin homogène de services est alloti, les prestations sont réparties en 5 lots désignés ci-après qui sont traités par **marchés à lots séparés** :

| Désignation des lots | |
|-----------------------------|---|
| Lot 1 | DADS – 04 Entretien des dépendances vertes en accotement du Réseau Routier National |
| Lot 2 | DADS – 05 Entretien des dépendances vertes en accotement du RRN |
| Lot 3 | DADS – 04 Travaux forestiers des espaces sensibles aux incendies en bordure du RRN |
| Lot 4 | DADS – 05 Travaux forestiers des espaces sensibles aux incendies en bordure du RRN |
| Lot 5 | DU 13 – 83 – Travaux forestiers des espaces sensibles aux incendies en bordure du RRN |

1-6. Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel

1-6.1 Obligation de confidentialité

En application de l'article 5-1 du CCAG, le titulaire s'engage à la plus grande discrétion concernant les éléments de toute nature qui lui sont communiqués par l'acheteur et s'interdit de les porter à la connaissance de quiconque sans autorisation préalable de ce dernier.

La méconnaissance de cette obligation entraîne l'application de la pénalité définie à l'article 4-3.9 du CCAP

1-6.2. Sites sensibles

Sans objet.

1-6.3 RGPD (Règlement général sur la protection des données)

En application de l'article 5-2 du CCAG, et d'une façon générale le titulaire est responsable du traitement des données personnelles qu'il réalise pour son propre compte et l'acheteur est responsable du traitement des données personnelles qu'il communique au titulaire qui doit en assurer la confidentialité et la sécurité dans les conditions particulières définies dans le contrat.

L'exécution du présent marché ne requérant pas pour le titulaire l'accès à des données personnelles détenues par l'acheteur ni le traitement de telles données, il n'est donc pas prévu de dispositions particulières à cet effet.

Toutefois, si en cours d'exécution du marché, le titulaire devait avoir accès à de telles données ou en assurer le traitement, il devra en alerter l'acheteur afin de convenir ensemble des mesures particulières nécessaires à la protection de ces données dans le respect des exigences du règlement de l'Union européenne 2016/679 du 27/04/2016.

En cas de carence du titulaire dans son devoir d'alerte, il sera fait application de la pénalité prévue à l'article 4-3.10 du présent CCAP.

1-6.4 RGPD (Règlement général sur la protection des données) Facilitateurs

Le Titulaire est informé que la gestion des données de ces bilans nominatifs est confiée au facilitateur. Ces données sont traitées dans le logiciel « Clause », développé par la société Cityzen du Groupe UP

A ce titre, les Bénéficiaires, les représentants du Titulaire, les représentants de l'acheteur, les représentants de tous partenaires impliqués dans la mise en application de la clause sont informés que les informations recueillies sont enregistrées dans un fichier informatisé pour réaliser le suivi dans le cadre du dispositif clause d'insertion.

Le Titulaire ou le facilitateur est responsable du traitement des données collectées.

Ces données sont destinées au service des clauses d'insertion et aux organismes partenaires emploi - insertion susceptibles d'intervenir et d'accompagner les démarches. Durant cette période, le facilitateur met en place tous moyens pour assurer la confidentialité et la sécurité des

données personnelles de manière à empêcher leur endommagement, effacement ou accès par des tiers non autorisés. L'accès aux données personnelles est strictement limité au service des clauses d'insertion et aux organismes partenaires emploi - insertion susceptibles d'intervenir et d'accompagner les démarches. Ils sont soumis à une obligation de confidentialité et ne peuvent utiliser ces données qu'en conformité avec les dispositions contractuelles et la législation applicable. Ces organismes et le facilitateur s'engagent à ne pas vendre, louer, céder ni donner accès à des tiers aux données sans le consentement préalable du titulaire, à moins d'y être contraint en raison d'un motif légitime (obligation légale, lutte contre la fraude ou l'abus, exercice des droits de la défense, etc.).

Conformément à la loi « Informatique et Libertés » du 6 janvier 1978 modifiée et au Règlement européen n°2016/679/UE du 27 avril 2016 (applicable depuis le 25 mai 2018), le titulaire ou le bénéficiaire des clauses bénéficie d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement et de portabilité de ses données ou encore ou encore de limitation du traitement des données. Le titulaire ou le bénéficiaire peuvent également, pour des motifs légitimes, s'opposer à leur traitement.

Toute personne estimant que le droit à la protection de ses données n'est pas assuré, peut introduire une réclamation auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL), 3 Place de Fontenoy - TSA 80715 - 75334 PARIS CEDEX 07.

1-7. Contrôle des coûts de revient

Sans objet.

1-8. Dispositions générales

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur notamment prévues à l'article D8222-5 ou D8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par les ministères chargés de l'environnement et du logement, à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com>.

1-8.1. Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du représentant de l'acheteur, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du représentant de l'acheteur, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 44.1 du CCAG.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de titulaires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire, qu'il soit étranger ou non, doit remettre à l'acheteur la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

1-8.2. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés

1-8.2.1. Intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au représentant de l'acheteur la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

La monnaie de compte du marché est **l'euro**. Le prix, libellé en **euros**, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R.2193-1 du CCP, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ayant pour objet

Mes demandes de paiement seront libellées **en euros** et soumises aux modalités de l'article 3-4 du présent CCAP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."

En application de l'article L1262-4-1 du code du travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit à l'acheteur une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

1-8.2.2. Lutte contre les prestations de services internationales illégales

a/ Désignation d'un représentant du titulaire

Le titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché public doit conformément aux articles L 1262-1-1 et R 1263-2-2 du code du travail désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

b/ Documents à produire

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre à l'acheteur les documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R. 1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R. 1263-6-1 du code du travail, concernant :
 - les salariés détachés par ses soins,
 - les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance,
 - ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang.
- Une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se conformer à ces obligations, l'acheteur, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché pour faute du titulaire dans les conditions définies à l'article 32.3 du CCAG.

1-8.3. Assurances

Les titulaires et leurs sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris l'acheteur public, à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non, du fait de l'opération avant ou après son exécution.

Leurs polices doivent apporter les minimums de garantie suivants :

- dommages corporels : 1 000 000 € par sinistre ;
- dommages matériels et immatériels : 750 000 € par sinistre et par année.

Pour justifier l'ensemble de ces garanties et par dérogation à l'article 9-2 du CCAG, les titulaires doivent fournir une attestation avant la notification du marché, émanant de leur compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de leurs sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie. Ils doivent adresser ces attestations à l'acheteur dans le mois qui suit la date d'expiration de la garantie antérieure, pendant toute la durée de leur mission. Sur simple demande de l'acheteur, les titulaires doivent justifier à tout moment du paiement de leurs primes ainsi que de celles de leurs sous-traitants.

1-8.4. Désignation de sous-traitants en cours de marché

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans le projet d'acte spécial.

Le titulaire doit joindre, en sus des renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP,

l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle visée à l'article 1-8.3. ci-dessus.

1-8.5. Réalisation de prestations similaires

Sans objet.

1-8.6. Clauses sociales et environnementales

1-8.6.1. Clauses sociales pour le/les lot(s) n° LOT 1, LOT 2, LOT 3, LOT 4, LOT 5

Les conditions d'exécution du/des lot(s) n° LOT 1, LOT 2, LOT 3, LOT 4, LOT 5 comportent des éléments à caractère social qui prennent en compte les objectifs de développement durable, en conciliant développement économique et progrès social.

Il s'agit de l'action d'insertion professionnelle des publics en difficulté décrite à l'article 11 ci-après qui fait l'objet d'un article dans l'acte d'engagement.

1-8.6.2. Clauses environnementales

Conformément à l'article n ° 16.2 du CCAG, les pièces particulières du marché fixent des prescriptions environnementales notamment pour la réduction des nuisances, la gestion des déchets, les modalités de transport, et la qualité environnementale des matériaux.

De plus, le titulaire devra réduire ses déplacements au strict minimum et privilégier le distanciel pour les réunions.

Pour ses déplacements, le titulaire veillera à utiliser des véhicules dont le classement « Certificat qualité de l'air » est le meilleur possible. Le titulaire du marché veillera à maximiser les commandes groupées afin de réduire les émissions liées aux transports des matériaux.

Les conditions d'exécution du marché comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable en conciliant développement économique, protection et mise en valeur de l'environnement et progrès social.

Ces conditions sont les suivantes :

| Conditions d'exécution |
|--|
| Établissement d'un Schéma d'Organisation et de Suivi de l'Élimination des Déchets de chantier (SOSED) global dans le cadre du marché puis le cas échéant établissement dans le cadre de chaque bon de commande d'un SOSED spécifique au chantier, basé sur le SOSED global |

1-9. Ordres de service

Les ordres de service sont notifiés par le représentant de l'acheteur, désigné lors de la notification du marché, au titulaire dans les conditions de l'article 3.8 du CCAG.

ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES ET CONTRACTUELLES DU MARCHÉ

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

A-1 Pièces particulières

- L'acte d'engagement et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'acheteur fait seul foi (**daté et signé par les représentants habilités des parties**).;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'acheteur fait seul foi ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'acheteur fait seul foi, assorti des documents ci-après :
 - Annexe_1_CCTP_Arretes_OLD
 - Annexe_2_CCTP_FRGS_DIRMED
 - Annexe_3_CCTP_DV_DADS_DU_cartes
 - Annexe_4_DV_DADS-DU_Recensement-Arbres
- Le Bordereau des Prix Unitaires et Forfaitaires renseigné (BPUF) ;
- Le Schéma Organisationnel du Plan d'Assurance de la Qualité (SOPAQ) de l'offre;
- Le Schéma d'Organisation et de Suivi de l'Élimination des Déchets de chantier (SOSED) de l'offre ;
- Le mémoire technique : Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG, le mémoire justificatif et explicatif du titulaire joint à son offre en sa dernière version constitue un engagement de sa part dont le maître de l'ouvrage pourra exiger le strict respect sous peine de réfaction. En revanche, s'agissant d'engagements unilatéraux de l'entreprise titulaire, ils ne lui confèrent pas de droits, de sorte que ce dernier ne pourra s'en prévaloir d'une quelconque manière, notamment à l'appui d'une quelconque forme de réclamation au motif notamment que les moyens effectivement mis en oeuvre pour réaliser les prestations différeraient de ceux qu'il avait prévus.

Pièces établies postérieurement à la signature du marché :

- Les avenants ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché ;
- Les bons de commandes ;

A-2 Pièces générales

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG) approuvé par l'arrêté du 1er avril 2021 (NOR : ECOM2106868A) ;
- Les Cahiers des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicables aux marchés publics de Fournitures et services en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix tel qu'il est défini à l'article 3-3.2 du présent CCAP ;

- Les normes françaises homologuées transposant les normes européennes, les autres normes françaises homologuées et les autres normes applicables en France en vertu d'accords internationaux et les certifications de conformité correspondants aux normes homologuées ;
- Les textes réglementaires cités dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières du présent marché.
- Les normes AFNOR et CE citées dans les différentes pièces du présent marché ;
- Le guide technique du SETRA du 1er juillet 2007 «chantiers routiers et préservation du milieu aquatique ;
- Le manuel du chef de chantier volume I, IV, V, VI et VII SETRA/CEREMA;

Les pièces générales ci-avant énumérées ne sont pas jointes au dossier mais sont réputées être connues des entrepreneurs.

Les documents du CEREMA / DirTecITM (ex SETRA) sont disponibles auprès du bureau de vente du Service d'Etudes Techniques des Routes et Autoroutes (SETRA)

ARTICLE 3. PRIX - VARIATION DANS LES PRIX - RÈGLEMENT DES COMPTES

3-1. Tranche(s) optionnelle(s)

Sans objet.

3-2. Contenu des prix - Règlement des comptes

3-2.1. Contenu des prix

En sus des stipulations de l'article 10.1 du CCAG-FCS, les prix des prestations sont réputés comprendre :

- La fourniture de tout le matériel nécessaire à l'exécution des prestations de balisage ;
- Le coût de maintenance et le renouvellement des véhicules et des équipements utilisés ;
- La rémunération des équipes, ainsi que des astreintes si celles-ci sont nécessaires ;
- La grande disponibilité dont le titulaire devra faire preuve pour mener à bien chaque intervention qui lui sera demandée, sa capacité à suivre les prestations se déroulant en simultanées ou quasi-simultanément sur l'ensemble du réseau, ainsi que sa faculté à rendre compte à l'acheteur concerné ;
- Les contraintes apportées par des interventions pouvant avoir lieu de nuit et de jour.

Le Titulaire est réputé :

- Avoir pris connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des prestations ;
- Avoir apprécié toute difficulté inhérente aux différents sites, aux moyens de communication, aux ressources en main d'œuvre ;
- Avoir contrôlé les indications des documents constituant l'accord-cadre ;

- Avoir tenu compte de toutes les autorisations administratives à obtenir ;
- Avoir tenu compte des frais liés à ses installations de chantier éventuelles, y compris les frais de gardiennage et de stockage si cela est nécessaire ;
- Avoir tenu compte des frais et sujétions entraînés par les contraintes particulières d'accès aux zones de balisage ;
- Avoir tenu compte des sujétions qu'est susceptible d'entraîner l'exécution simultanée d'opérations sur les axes autoroutiers ;
- Avoir tenu compte des sujétions générales suivantes :
 - Aménagements d'horaires de travail imposés par les collectivités locales, ou le représentant de l'acheteur lors de la prise en compte des contraintes d'exploitation ;
 - Éclairage des zones d'activité la nuit et respect des obligations faites par l'article R.4223-1 du Code du Travail.
- Avoir tenu compte du recours au travail nocturne, au travail le week-end et au travail posté. Ceux-ci devront faire l'objet d'une autorisation préalable de l'Inspection du Travail, puis du représentant de l'acheteur. L'Inspection du Travail fixera, en accord le cas échéant avec le collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail (CISSCT), les dispositions particulières à respecter (éclairage, signalisation, ventilation, limitation du bruit...) ;
- Avoir tenu compte des dispositions prévues résultant de l'application des mesures de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé :
 - Participation aux visites d'inspections communes préalables en cas de besoin et, conformément aux articles R.4512-6 à 11 du Code du Travail, établissement d'un plan de prévention établi conformément au modèle joint en annexe au présent CCAP ;
 - Rédaction d'un plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS) et ses additifs.
- Avoir tenu compte des frais résultant de l'application du plan d'assurance qualité, notamment ceux relatifs aux opérations de contrôle et de vérification ;
- Avoir tenu compte des dépenses résultant de l'organisation de la protection de l'environnement (mise en place des mesures de protection de l'environnement, y compris le traitement des déchets).

En outre, les prix sont réputés avoir été établis :

➔ En tenant compte :

- des frais généraux, impôts et taxes et la marge du titulaire pour risques et bénéfice ;
- des frais d'assurances complémentaires ou spéciales entraînés par le mode d'exécution des travaux,
- de tous les frais liés à toutes les sujétions d'exécution des travaux et prestations normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent ces travaux et prestations que ces sujétions résultent :
- ✓ de l'utilisation du domaine public ou du fonctionnement des services publics ;
- ✓ des phénomènes naturels ;
- ✓ de toutes les opérations liées au phasage des travaux ;

- ✓ de la réalisation simultanée d'autres ouvrages ;
- ✓ l'établissement d'un devis ;
- ✓ les frais de déplacement pour l'établissement d'un devis ;

→ En tenant compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant la Sécurité et la Protection de la Santé (SPS), de la notification du marché à la fin du délai de garantie décennale y compris la participation aux visites d'inspection commune préalable pendant les travaux avec les services de secours, le représentant de l'acheteur et le coordonnateur SPS ;

→ En tenant compte des frais liés à la mise en sécurité du chantier,

→ En tenant compte des dépenses liées à la présence éventuelle de substances dangereuses, notamment à la présence d'HAP ou d'amiante dans les enrobés ou le béton ;

→ En tenant compte des dépenses liées aux dispositions à prendre et aux protections à mettre en œuvre pour éviter toute chute de matériels, matériaux et outils et tout rejet de déchets dans le milieu naturel;

→ En tenant compte des mesures sanitaires à mettre en œuvre en lien avec la pandémie COVID19 tant que cela le nécessitera. Des pénalités seront appliquées si les mesures, bien que nécessaires, n'étaient pas mises en œuvre.

→ En tenant compte de l'application de la clause sociale d'insertion pour l'exécution du marché ;

→ En tenant compte des dépenses et des sujétions liées au respect des mesures environnementales engendrées par le SOSED ;

→ En tenant compte des contraintes environnementales et de protection du milieu naturel vis-à-vis des travaux et d'une pollution de toute nature due à l'exécution (pollution accidentelle). Toute pollution constatée du fait de l'entrepreneur, fera l'objet d'un constat contradictoire et sera traitée aux frais de l'entrepreneur ;

→ En tenant compte des dépenses liées à la législation et aux contraintes locales imposant d'éventuelles restrictions ou obligations en matière de pollution atmosphérique, sonore, pollution des eaux et de gestion des déchets ;

→ En tenant compte de ce qu'un agent de l'entreprise sera chargé de la mise en place du SOSED et du suivi de ce plan tout au long du chantier.

→ En tenant compte des dépenses liées aux mesures engendrées par le respect du Plan

d'Assurance Qualité (PAQ) ;

➔ En tenant compte des dépenses liées à toutes prestations intellectuelles, tous rebuts, fournitures, transports, livraison, main d'œuvre, ainsi que toutes les sujétions correspondant à l'obtention de la qualité des spécifications de chaque Bon de Commande ;

➔ En tenant compte de ce qu'aucune plus-value ne sera accordée si l'obtention des caractéristiques exigées impose la réalisation d'opérations non décrites au marché (les pièces écrites et les documents contractuels ne reproduisant pas les règlements généraux, normes, règles de l'art...sur lesquels ils s'appuient) ;

➔ En tenant compte de tous les frais résultant des modifications ou corrections ou mises au point des documents suite à des observations de la maîtrise d'œuvre en vue de leur visa ;

➔ En tenant compte de toutes les sujétions correspondant aux frais liés aux opérations de vérification par l'entrepreneur de la qualité de son travail;

➔ En tenant compte de l'obligation de la mise à jour quotidienne du journal de chantier, par le responsable de l'activité du chantier (notamment moyens humains et matériels, livraisons, etc.) ;

➔ En tenant compte des contraintes d'approvisionnement en matériaux, livraisons et délais compris, pour le titulaire, ses sous-traitant et fournisseurs ;

➔ En tenant compte des sujétions et dépenses résultant des différents contrôles intérieurs pour l'ensemble des travaux;

➔ En tenant compte des sujétions, dépenses et pertes de temps (délais de préavis et de mise en œuvre, conformément aux CCAP, CCTP et PAQ) imputables aux différents contrôles extérieurs exercés par le représentant de l'acheteur ou les organismes mandatés par le représentant de l'acheteur;

➔ En tenant compte des dépenses liées aux facilités données par l'entrepreneur pour les contrôles extérieurs restant effectués par le représentant de l'acheteur sur le chantier, dans les usines, magasins et ateliers, chez les fournisseurs, tous lieux de fabrication d'éléments constitutifs de l'ouvrage. Celles-ci comprennent notamment la mise à disposition des moyens en matériels, personnels, énergies, des matériaux, produits, composants, elles comprennent également les prestations d'études et de travaux, éventuellement nécessaires;

➔ En tenant compte des dépenses liées aux actions relevant des contrôles, vérifications, essais, épreuves, réglages...de l'entrepreneur ou transférées à sa charge et les moyens pour effectuer, y compris pour les ouvrages provisoires et les matériels spéciaux ;

➔ En tenant compte de toutes les dépenses nécessaires à la parfaite exécution des ouvrages confiés, y compris tous les frais, prévus ou non, pour arriver au parfait achèvement des travaux, sans aucune exception ni réserve, tous les travaux nécessaires au bon fonctionnement des ouvrages, l'essai des équipements tels que prévus aux avis techniques;

➔ En tenant compte pendant toute la durée des chantiers des frais de gestion et d'entretien de toute la zone de chantier comprenant également:

- la gestion, l'entretien et les évacuations des installations de chantier;
- le gardiennage du chantier, 7jours/7, 24 heures/24. Toutes disparitions de matériel étant sous la responsabilité de l'entrepreneur;
- la remise en état des lieux et des terrains sur l'emprise du chantier, de ses accès et de ses installations;

➔ En tenant compte des contraintes géotechniques des terrains, de stockages des matériaux liées aux conditions météorologiques ;

➔ En tenant compte d'une manière générale de toutes contraintes de phasage, ainsi que toutes sujétions d'élaboration ou de mise en œuvre décrites dans les pièces du marché ;

➔ En tenant compte des frais liés à la recherche et la présence d'éventuels réseaux de toute nature ainsi que des chantiers éventuellement nécessaires au déplacement, à la transformation ou à la protection de ces installations.

➔ En tenant compte des restrictions en matière d'exploitation sous chantier, notamment concernant l'autorisation de réaliser les travaux impliquant des contraintes significatives de circulation.

➔ En tenant compte des éventuelles contraintes imposées par la proximité des voies ferroviaires y compris les prescriptions du référentiel SNCF-Réseau « MOA tiers – Directives de Sécurité Ferroviaire (DSF) » (référentiel IG94589- Version 01 du 18-12-2017), sur les consignes de sécurité techniques et la participation à la visite de sécurité avec la SNCF ainsi que la rédaction de la notice de sécurité ferroviaire ;

➔ En tenant compte des précautions, les prestations, les indemnités, les dépenses d'équipement et de fonctionnement de chantier et frais complémentaires parmi lesquelles:

- Les installations de chantier conformément aux stipulations du CCAG.
- Les indemnités d'occupations temporaires, de location ou de redevance et de remise en état des terrains éventuellement utilisés par l'Entrepreneur et éventuellement nécessaires pour les installations de chantier, les lieux de dépôt des déblais en excédent, circulations diverses, etc. conformément aux stipulations du CCAG

➤ La signalisation des chantiers à l'égard de la circulation publique conformément aux stipulations du CCA.

➤ Le maintien des communications et des écoulements naturels conformément aux stipulations du CCAG. A noter que, pendant toute la durée des travaux, les éventuels écoulements hydrauliques existants sur les parties circulées de l'ouvrage sont maintenus et dans les zones de travaux, les eaux sont récupérées et évacuées sans rejet direct;

➤ de l'établissement des états des lieux préalables au début des travaux;

➔ En considérant comme normalement prévisibles les intempéries et autres phénomènes naturels indiqués ci-après tant qu'ils ne dépassent pas les valeurs suivantes:

| Nature du phénomène | Intensité limite | Durée ou période de mesure |
|---------------------|------------------|---|
| Vent | 70 km/h | 1 heure |
| Pluie d'orage | 60 mm | 24 heures consécutives |
| Neige | 80 cm | 12 heures consécutives |
| Gel | -5°C | 24 h consécutives sous abri de chantier |

Lieu de constatation des intensités des phénomènes naturels (vent, pluie, et gel) : Station météo-France la plus proche du site des travaux.

Pour le phénomène « neige », qui n'est pas une donnée enregistrée par Météo-France, le seuil retenu sera adapté sur le site du chantier

➔ Les pièces du marché renseignent l'entrepreneur sur la nature des travaux à effectuer, sur leur volume, leurs dimensions et leurs emplacements, mais il convient de signaler que cette description n'a pas de caractère limitatif et que l'entrepreneur devra exécuter comme étant compris dans son prix, sans exception ni réserve, tous les travaux, études, investigations de sa compétence que sa profession nécessite et qui sont nécessaires pour l'obtention complète du résultat final objet du marché. Dans cette optique, l'ensemble des prix prévus au marché est supposé rémunérer l'ensemble des prestations nécessaires à la réalisation des ouvrages conformément aux spécifications du marché. Les prix sont également réputés inclure toutes les dépenses générales nécessaires au bon déroulement du chantier. L'entrepreneur est censé avoir pris connaissance sur le site des travaux de l'ensemble des données géologiques, géotechniques, hydrologiques, administratives, d'accessibilité, d'exploitation...

➔ En tenant compte de la saisie des bons de déchets sur l'application Trackdéchet pour le compte du représentant de l'acheteur;

➔ En tenant compte des sujétions générales et contraintes liées à la réglementation du travail. Il est précisé que le représentant de l'acheteur n'est pas responsable des travaux décidés par

d'autres collectivités ou divers gestionnaires de réseaux ou d'ouvrages susceptibles d'affecter les conditions d'accès extérieures au chantier.

➔ En tenant compte des mesures de protection contre le déversement de pollution accidentelle dans le milieu naturel.

3-2.2. Les prestations faisant l'objet du marché sont réglées par application des prix unitaires et/ou forfaitaires dont le libellé est donné dans le bordereau des prix.

3-2.3. Modalités du règlement des comptes du marché

Le titulaire n'accepte pas la carte d'achat.

3-2.3.2 Le montant des sommes dues sera établi sur la base de constats contradictoires entre le représentant du titulaire et le représentant de l'acheteur.

Les modalités de règlement du marché sont conformes aux articles 11 et 12 du CCAG. La périodicité des règlements sera mensuelle.

3-2.4. Modalités de transmission et de paiement

3-2-4-1 Modalités de transmission des pièces de paiement

Les demandes de paiement / factures sont transmises par voie dématérialisée.

Conformément aux articles L.2192-1 à L.2192-7 du CCP, l'obligation de transmettre les demandes de paiement sous forme électronique s'impose à tous les fournisseurs.

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Les modalités d'utilisation du portail "Chorus Pro" sont disponibles en cliquant sur le lien suivant :

<https://communaute-chorus-pro.gouv.fr/>

Les factures dématérialisées adressées devront comporter les mentions prévues à l'article D.2192-2 du CCP ainsi que :

- Le numéro de marché DIRMED-25-021 ;
- Le numéro de SIRET de la DIRMED : 110 002 011 00044 ;
- Le code du service exécutant de la dépense « CGFB200013 »
- Numéro d'engagement juridique du marché : se reporter à la lettre de notification du marché.
- Numéro d'engagement juridique du BDC : se reporter au bon de commande.

Une copie de la demande de paiement sera adressée au responsable d'opération par courrier électronique. Le responsable d'opération est l'interlocuteur qui a passé la commande.

Néanmoins, le paiement ne pouvant être réalisé au vu de cette copie, elle ne fait donc pas courir le délai global de paiement prévu par l'article R2192-12 du Code de la Commande Publique.

3-2-4.2 Modalités de paiement

Le délai global de paiement est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 à L.2192-14 et R.2192-31 à R.2192-34 et R.2192-36 du CCP, au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

3-3. Variation dans les prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des prestations sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

La variation des prix ne s'applique pas aux indemnités, pénalités, retenues et par dérogation à l'article 15.3 du CCAG aux primes.

Pour les indemnités de dédit ou d'attente, la variation est calculée avec le premier index défini à l'article 3-3.3. du CCAP.

3-3.1. Les prix sont révisables par application d'une formule représentative de l'évolution du coût des prestations et suivant les modalités fixées aux articles 3-3.3 et 3-3.4.

3-3.2. Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont établis sur la base des conditions économiques du mois fixé en page 1 de l'acte d'engagement.

L'offre a été établie sur la base des conditions économiques en vigueur au mois de remise des offres (mois zéro).

3-3.3. Choix de l'index de référence

L'index de référence ***I*** choisi en raison de sa structure pour la révision des prestations faisant l'objet de **l'ensemble des lots** est :

| Index | Désignation |
|-------|---|
| EV4 | « Travaux d'entretien d'espaces verts » |

Il est publié :

Ces index sont publiés au Bulletin Officiel du ministère en charge du calcul des index et consultable sur le site internet de l'INSEE « <https://www.insee.fr/fr/information/2411675> ».

Les index de référence sont appliqués sur chacun des lots aux prix suivants :

| Index | Désignation | Tous les Lots |
|-------|---|---------------|
| EV4 | « Travaux d'entretien d'espaces verts » | Tous les prix |

3-3.4. Modalités de révision des prix

Les prix sont révisés annuellement à la date anniversaire sur la base des prix mentionnés dans le BPU de remise des offres, selon la formule de révision suivante :

Le coefficient de révision C_n est donné par la formule :

$$P_A = P_0 \times C_n$$

P_A Prix actualisé des prestations

P_0 Prix initial du marché en euros hors taxe pour la première révision, puis prix en euros hors taxes résultant de la révision précédente

C_n Donnée par la formule I_n / I_0

avec I_0 = Valeur de l'index de référence I prise au mois d'établissement des prix

I_n = Dernière valeur connue de l'index de référence I à la date de renouvellement du marché (mois m).

Conformément à l'article 10.2.3 du CCAG, le coefficient de révision (C_n) est arrondi au millième supérieur.

Le titulaire est tenu de faire parvenir au RA, un mois avant la date de la fin de période, son calcul de révision ainsi qu'un nouveau BPU révisé.

A réception, le RA dispose d'un délai d'un mois, soit avant la fin de la période pour notifier au titulaire l'acceptation du BPU révisé ou pour faire part de ses observations.

Aucune prestation ne pourra être rémunérée tant que le BPU de la nouvelle période ne sera pas validé par le RA.

3-3.5. Application de la taxe à la valeur ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les pénalités de retard sont considérées comme des indemnités ayant pour objet de réparer un préjudice subi par l'acheteur du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles, elles sont donc situées hors du champ d'application de la TVA.

Le montant des sommes dues est calculé en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Dans le cadre de la liquidation de la TVA,

- le titulaire étranger implanté dans un état de l'Union Européenne n'ayant pas d'établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par l'acheteur et mentionner les dispositions du Code général des impôts (article 283-1) justifiant que la taxe n'est pas collectée par le titulaire (autoliquidation) ;
- le titulaire étranger implanté hors Union Européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de l'article 289A du Code Général des Impôts.

Ces dispositions s'appliquent aussi au titulaire à l'égard de ses sous-traitants étrangers payés directement par l'acheteur. L'acheteur règle le sous-traitant étranger sur la base d'une facture hors taxe et la TVA afférente au titulaire.

3-4. Paiement direct des sous-traitants

Le paiement direct des sous-traitants est effectué selon les modalités des articles R.2193-10 à

R.2193-16 du CCP complétées par les stipulations suivantes :

- Dès lors que le montant total des sommes à payer à un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du présent marché, est inférieur au montant sous-traité stipulé dans le marché, l'avenant ou l'acte spécial, le titulaire est tenu de fournir à l'acheteur une attestation par laquelle le sous-traitant reconnaît que les prestations qu'il a réalisées dans le cadre du marché sont payées en totalité ;
- Faute de fournir cette attestation, le titulaire ne pourra pas être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions d'établissement des prix du présent marché, empiète sur le montant sous-traité.

3-5. Modalités de fixation des prix des prestations supplémentaires ou modificatives

Toute prestation supplémentaire ou modificative pour laquelle le marché n'a pas prévu de prix fait l'objet d'un ordre de service fixant provisoirement un prix nouveau. Cet OS fait suite à une consultation du titulaire par le Maître d'Œuvre et à un accord du Maître d'Ouvrage.

Dans le silence du titulaire dans un délai de 30 jours, à compter de la notification de l'OS, ces prix provisoires deviennent définitifs et ne font pas l'objet d'un avenant.

ARTICLE 4. DURÉE DU MARCHÉ ET DÉLAI D'EXÉCUTION - PENALTIES, PRIMES ET RETENUES

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG, le titulaire n'est exonéré d'aucune pénalité.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG, les pénalités de retard ne sont pas plafonnées.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG les pénalités pour retard d'exécution sont encourues sans procédure contradictoire.

Toutes les pénalités autres que retard d'exécution, s'appliquent sans qu'une mise en demeure préalable ne soit nécessaire.

4-1. Durée du marché et délais d'exécution

Les stipulations correspondantes figurent dans l'acte d'engagement.

4-2. Pénalités pour retard d'exécution

4-2.1. Pénalités pour retard d'exécution

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG, le titulaire subit, en cas de retard dans l'achèvement des prestations prévus au bon de commande, pour les 15 premiers jours de retard, une pénalité journalière de 200 € puis, pour chaque jour de retard ultérieur, une pénalité de 50 €.

4-2.2. Pénalités pour retard d'exécution des délais distincts

Sans objet.

4-3. Pénalités et retenues autres que retard d'exécution

Sauf disposition contraire, les pénalités et retenues définies ci-après sont applicables à tous les bons de commandes.

4-3.1. Pénalité pour retard d'intervention

Sans objet.

4-3.2. Pénalité pour dépassement de la durée d'intervention

À la fin des travaux, en cas de non dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements, évacuation des déchets, qui auront été occupés par le chantier, le titulaire encourt une pénalité journalière de 200 €.

En cas de retard concernant la remise en circulation conformément aux stipulations de l'article III.1 et III.2 du CCTP, il sera appliqué une pénalité de 500 € par quart d'heure de dépassement des horaires (6h00 la nuit, ou 16h00 le jour). Tout quart d'heure entamé constaté par le représentant de l'acheteur sera dû.

En cas de retard, ces opérations seront faites aux frais du titulaire, sans préjudice d'une pénalité journalière de 500 €.

4-3.3. Pénalité pour indisponibilité

Sans objet.

4-3.5. Retenue pour non remise de documentation

En cas de non remise de document énoncé dans le bon de commande, le titulaire encourt une pénalité journalière fixée à 100 € par jour de retard.

4-3.6. Pénalité relative aux obligations en matière de sécurité des travailleurs

En cas de non-respect par le titulaire des prescriptions de l'article 7-6 du présent CCAP, une pénalité journalière de 200 € est appliquée, après constatation par le chef de l'entreprise utilisatrice ou son représentant habilité et sans mise en demeure préalable, tant que le titulaire ne remplit pas ses obligations.

4-3.7. Pénalité relative à la mise à disposition de matériels par l'acheteur

Sans objet.

4-3.8. Clauses sociales concernant le/les lot(s) lots n° LOT 1, LOT 2, LOT 3, LOT 4, LOT 5

En cas de non-respect des obligations relatives au nombre d'heures d'insertion à réaliser pour chaque lot, imputable au titulaire, il sera appliqué une pénalité de 60 € par heure d'insertion non justifiée.

En cas de non respect des prescriptions fixées à l'article 11.2 pour la production des renseignements relatifs à l'exécution des actions d'insertion, le titulaire encourt une pénalité de 100 € par document et par jour, à compter de la mise en demeure par l'acheteur.

- Le recours à la sous-traitance n'exonère pas le titulaire de ses obligations en matière de clause d'insertion. S'il peut partager une partie de l'effort d'insertion, il restera responsable de leur bonne exécution et de la bonne remontée d'information. Les pénalités sont

supportées par le titulaire. Il appartient à ce dernier de prévoir dans le contrat de sous-traitance les stipulations qui permettront de responsabiliser son sous-traitant.

4-3.9 Pénalités pour non respect des clauses de confidentialité

En cas de non-respect des obligations de confidentialité fixées à l'article 1-6 du CCAP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 500 €

4-3.10 Pénalité pour non respect de la réglementation RGPD

En cas de non respect du devoir d'alerte défini à l'article 1.6.3 du CCAP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 100 €.

4-3.11. Pénalité pour non respect de la signalisation de chantier

En cas de non-respect par le titulaire des prescriptions de l'article III.3 du CCTP, une pénalité journalière de 1 000 € est appliquée, après constatation par le représentant habilité du RA et sans mise en demeure préalable, tant que le titulaire ne remplit pas ses obligations.

4-3.12. Non conformité de Signalisation temporaire de chantier

En cas de non conformité de la signalisation temporaire (sur le chantier et sur ou au droit des voies ouvertes à la circulation publique) avec les plans soumis au visa du représentant de l'acheteur ou avec ses prescriptions, d'utilisation de signaux en mauvais état ou portant des mentions non conformes à la réglementation, il sera appliqué automatiquement, sur simple constatation du représentant de l'acheteur, une pénalité de 500 € par non conformité constatée et par jour calendaire jusqu'à la mise en conformité de la signalisation.

4-3.13. Voies publiques non nettoyées

Dans le cas où les chaussées, sur lesquelles la circulation est maintenue, ne seraient pas nettoyées (présence de boue, de grumes, de branches...), le titulaire encourt, une pénalité journalière fixée de 100 €.

4-3.14. Absence sur chantier sans justificatif valable

En cas d'absence sur le chantier sans justificatif valable, le titulaire encourt une pénalité journalière de 500 €.

4-3.14. Défaut de réalisation

Les comptes-rendus de chantier valent convocation des entreprises dont la présence est requise.

Les rendez-vous de chantier sont fixés par le représentant de l'acheteur.

En cas d'absence à la réunion de chantier le titulaire encourt une pénalité fixée à 100 €.

En cas de retard à la réunion de chantier le titulaire encourt une pénalité fixée à 10€ par heure de retard.

4-3.15. Rendez-vous chantier

Le titulaire encourt des pénalités pour défaut de réalisation.

Elles seront appliquées sur la base des prescriptions techniques fixées au chapitre II du CCTP et s'élèveront à 500 € par contrôle non conforme.

Toutes les sujétions nécessaires à la levée de ces défauts de conformités seront à la charge du titulaire.

4-3.16. Règles de sécurité

En cas de non-respect des règles de sécurité conformément à l'annexe 2 du CCTP, le titulaire encourt différentes pénalités :

- Pour non respect de la signalisation et des équipements des véhicules décrit dans le cahier de consignes générales de sécurité, le titulaire encourt une pénalité de 200 € pour la signalisation et de 200 € par véhicule.
- Pour le non-respect du port des EPI, en particulier des vêtements destinés à assurer la sécurité des travailleurs et décrit dans le cahier des consignes générales de sécurité, le titulaire encourt une pénalité de 200 € par travailleur.

4-3.17. Pénalité pour retard dans la remise des devis

En cas de non-respect de la remise de devis défini à l'article 1-4 du CCAP, le titulaire encourt une pénalité de 200€ par jour de retard.

4-3.18. Autres pénalités diverses

A . Pénalités et retenues pour NON-RESPECT des règles de SÉCURITÉ

En cas de non-respect des consignes de sécurité qui s'imposent sur chantier (PGCSPS, PPSPS et leurs additifs covid 19), il sera appliqué une pénalité de 1 500,00 € par infraction constatée.

En cas de non respect des documents validés par le représentant de l'acheteur (PIC, document d'exécution, procédure spécifique...) il sera appliqué une pénalité de 1 500,00 € par infraction constatée.

En cas de non-respect des consignes de sécurité s'appliquant aux engins (défaut sur engin ou engin en surcharge), il sera appliqué une pénalité de 1 500,00 € par infraction constatée.

Ces pénalités pourront être appliquées à la date du constat qui aura été établi par la MOE qu'il soit signé avec ou sans réserves ou en refus de signature.

B. Non respect du PAQ

Le titulaire encourt, une pénalité journalière fixée à cent cinquante euros (150€) en cas de non-respect d'une des procédures du PAQ.

C. Non ramassage des déchets

Au cas où les accotements sur lesquelles des prestations de ramassage de déchets commandés n'ont pas été réalisées, le titulaire encourt, une pénalité de 1000 €, dès constatation de la non réalisation de la prestation puis le montant de la pénalité sera porté à 500€ par jour de retard supplémentaire.

D. Non présentation du titulaire ou de l'un de ses sous-traitants

En cas de non présentation du titulaire ou de l'un de ses sous-traitants alors qu'un dispositif d'exploitation spécifique a été mis en place conformément à l'arrêté de circulation validé avec l'exploitant, le titulaire encourt une pénalité de 1000 euros par constatation.

E. Annulation tardive d'un dispositif d'exploitation spécifique

L'annulation d'un dispositif d'exploitation spécifique est dite tardive si elle survient dans les 48 heures qui précèdent sa mise en place (hors aléas météorologiques). Pour toute annulation d'un dispositif d'exploitation spécifique tardive à la demande du titulaire, celui-ci encourt une pénalité de 500 euros.

4-4. Primes pour réalisation anticipée des prestations

Sans objet.

4-5. Interventions urgentes

Les interventions seront effectuées sur simple appel téléphonique, par messagerie du profil d'acheteur (plate-forme PLACE) ou par mail de l'une des personnes, habilitées à signer les commandes visées à l'article 1-4 du présent CCAP, à l'une des personnes désignées à l'article 3-2 de l'acte d'engagement. Ces interventions seront régularisées par l'établissement d'un Bon de Commande.

Les interventions sont effectuées dans le délai maximal suivant :

- En heures ouvrables de jour (soit de 08h00 à 18h00) : délai de 4 heures
- En heures nuit (soit de 18h00 à 8h00) : délai de 5 heures
- En heures non ouvrables (dimanches et jours fériés) : délai de 6 heures

Le délai commence à courir à partir de la réception de l'appel téléphonique, du mail, du message sur la messagerie du profil acheteur ou du courriel. Il est compté en heures/jours de non-intervention.

En fonction du matériel lourd qui pourrait être mis en oeuvre pour une intervention le bon de commande précisera, par dérogation aux délais fixés ci-dessus, le délai d'intervention demandé par le représentant de l'acheteur sans que ce dernier ne puisse être supérieur à 24 heures.

En cas de non-respect des délais d'intervention pour une intervention urgente fixés ci-dessus, le titulaire encourt une pénalité horaire fixée à 500 € non divisible.

ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ

5-1. Retenue de garantie

Sans objet.

5-2. Avances

Les avances sont régies par l'option A de l'article 11.1 du CCAG.

Sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial HT du bon de commande est supérieur à 50 000 € et sa durée d'exécution supérieure à deux mois. Elle n'est due que sur la base du montant des bons de commande diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Son montant est fixé, sous réserve des dispositions des articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, à un pourcentage du montant initial TTC du bon de commande du lot si sa durée, exprimée en mois, est inférieure ou égale à 12 mois ou, si celle-ci est supérieure à 12

mois, à ce même pourcentage de 12 fois ce montant TTC divisé par cette durée.

Le pourcentage est fixé à :

| Lot | ① |
|-----|--------|
| 1 | 5,00 % |
| 2 | 5,00 % |
| 3 | 5,00 % |
| 4 | 5,00 % |
| 5 | 5,00 % |

① % du montant initial TTC du bon de commande du lot.

Si le titulaire du marché ou son sous-traitant admis au paiement direct est une PME (petite et moyenne entreprise), le taux de l'avance est porté à 35 %.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de paiement fixé à l'article 3-2.4 ci-dessus compté à partir de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution du bon de commande du lot.

Le remboursement de l'avance, effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du bon de commande du lot atteint 65 % du montant initial TTC du bon de commande du lot. Il doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 %. Si le taux de l'avance appliqué est supérieur à 30 %, le remboursement de l'avance intervient dès la première demande de paiement.

L'avance n'est pas affectée par la mise en œuvre de la clause de variation des prix.

Si le marché est passé avec des **titulaires groupés conjoints**, les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux prestations exécutées directement par le mandataire et les cotraitants. Les modalités de détermination du montant de l'avance s'appliquent alors au montant en prix de base des prestations de chaque cotraitant.

Les dispositions du présent article s'appliquent, au marché reconductible, sur le montant de la période initiale et aux marchés reconduits, sur le montant de chaque reconduction.

Conformément aux articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct. Le sous-traitant peut présenter à l'acheteur sa demande d'avance. Il joint à cette demande une attestation du titulaire, indiquant, par dérogation à l'article 11.1, le montant des prestations qu'il doit exécuter ainsi que leur durée d'exécution exprimée en mois.

Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le représentant de l'acheteur. Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant selon les mêmes modalités que l'avance accordée au titulaire.

ARTICLE 6. QUALITÉ, CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS

Le CCTP fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions des dites pièces.

La norme française transposant la norme européenne constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits.

Lorsqu'une spécification technique est définie par référence à une norme ou à un label, le

soumissionnaire prouve dans son offre, par tout moyen approprié, que les solutions qu'il propose respectent de manière équivalente cette spécification.

Lorsqu'une spécification technique est définie en termes de performances ou d'exigences fonctionnelles, le soumissionnaire prouve, par tout moyen approprié, que son offre est conforme à des normes ou documents équivalents qui eux-mêmes correspondent aux performances ou exigences fonctionnelles exigées.

Toute demande formulée par le titulaire et tendant à faire jouer la clause d'équivalence doit être présentée à l'acheteur avec tous les documents justificatifs, dans les 30 jours qui suivent la notification du marché.

ARTICLE 7. MISE EN PLACE ET EXÉCUTION DU MARCHÉ

7-1. Mise en place du marché

Le marché est soumis aux dispositions des articles R.4511-1 à 11, R.4512-1 à 16, R.4513-1 à 13, R.4514-1 à 10, R.4515-1 et 4 à 11 du Code du Travail, les mesures à prendre pendant la mise en place sont précisées à l'article 7-6 ci-après.

Conformément aux prescriptions de l'article 3-2 de l'AE, les conditions particulières relatives à la période de préparation et au programme d'exécution des travaux seront précisées, s'il y a lieu, à l'occasion de chaque commande.

Les mesures particulières concernant la Sécurité et la Protection de la Santé (SPS) seront précisées, s'il y a lieu, à l'occasion de chaque commande.

7-2. Programme d'exécution

Sans objet.

7-3. Conditions d'exécution

7-3.1. Dispositif de sécurité

Le titulaire qui, pour son intervention, a déplacé un dispositif de sécurité collectif, a l'obligation et la charge de le remettre en place immédiatement.

Les dispositifs de sécurité mis en place par le titulaire pour son intervention personnelle (échafaudage de façade, filet de protection ...) ne peuvent être déplacés ou modifiés que par celui-ci.

7-3.2. Installation des chantiers du titulaire

En complément de l'article 19 du CCAG, le titulaire se procure, à ses frais et risques, les terrains dont il peut avoir besoin pour ses installations de chantier dans la mesure où ceux que le représentant de l'acheteur a mis éventuellement à sa disposition ne sont pas suffisants.

Le titulaire supporte toutes les charges relatives à l'établissement et à l'entretien de ses installations de chantier, y compris les chemins de service et les voies de desserte du chantier qui ne sont pas ouvertes à la circulation publique.

Si le chantier n'est d'un accès facile que par voie d'eau, notamment lorsqu'il s'agit de travaux de

dragage, d'endiguement ou de pose de blocs, le titulaire doit mettre gratuitement une embarcation armée à la disposition du représentant de l'acheteur et de ses agents, chaque fois que celui-ci le lui demande.

Conformément au code du travail, le titulaire doit faire apposer dans les chantiers une affiche indiquant le représentant de l'acheteur pour le compte de qui les travaux sont exécutés.

7-3.3. Prise en charge des matériels, objets et approvisionnements confiés au titulaire – Stockage, emballage, et transport

A - Matériels, objets et approvisionnements confiés au titulaire

Le titulaire prend en charge les matériels, objets et approvisionnements dans les conditions définies dans le CCTP.

B - Stockage, emballage, et transport

Le titulaire prend en charge le stockage, l'emballage et le transport dans les conditions définies dans le CCTP.

7-3.4. Signalisation du site à l'égard de la circulation publique

La signalisation des sites d'intervention dans les zones intéressant la circulation sur la voie publique est réalisée par le titulaire sous le contrôle de monsieur le chef du district concerné de la Direction Interdépartementale des Routes Méditerranée, ou son représentant.

Avant le début des travaux et pendant tout le cours de ceux-ci le titulaire doit faire connaître nominativement au représentant de l'acheteur le responsable de l'exploitation et de la signalisation du ou des chantiers, responsable qui doit pouvoir être contacté de jour comme de nuit.

La signalisation temporaire de chantier est destinée à avertir et guider l'utilisateur afin d'assurer sa sécurité et celle du personnel sur les chantiers se déroulant sur le réseau de la DIR Méditerranée.

Lorsque la mise en place de la signalisation temporaire de chantier est réalisée par le titulaire, les stipulations du fascicule des règles générales de sécurité joint en annexe du CCTP seront scrupuleusement respectées. La signalisation mise en oeuvre par le titulaire devra être conforme aux textes en vigueur, et notamment à :

- l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, définie par l'arrêté du 6 novembre 1992 (huitième partie) et l'ensemble des textes qui l'ont modifié,
- aux schémas de signalisation temporaire du manuel du chef de chantier - routes à chaussées séparées (Cerema, 2020) et routes bidirectionnelles (document du SETRA, édition 2000), éventuellement à des schémas adaptés à des cas spécifiques (configuration de terrain, exigences du chantier...) fournis par le gestionnaire des voies.
- éventuellement à des schémas adaptés à des cas spécifiques (configuration de terrain, exigences du chantier...) fournis par le gestionnaire des voies.

Le titulaire a à sa charge la fourniture, la mise en place et la maintenance des panneaux et des dispositifs de signalisation temporaire de chantier, mais également, et dans les mêmes conditions, après avis formel du chef du District concerné de la Direction Interdépartementale des Routes Méditerranée ou du SIR concerné, la signalisation aux extrémités des sections où la circulation serait interrompue et la signalisation des itinéraires déviés. Le titulaire devant obtenir l'accord du représentant de l'acheteur au moins 08 jours avant la date probable de mise en service de chaque itinéraire dévié.

Le titulaire est tenu d'adapter cette signalisation dès que la situation du chantier se révèle

différente de celle prévue à l'origine.

7-3.5. Maintien des communications

Le titulaire doit conduire les travaux de manière à maintenir dans les conditions convenables les communications de toute nature traversant le site des prestations, notamment celles qui intéressent la circulation des personnes, ainsi que l'écoulement des eaux, sous réserve des précisions données, le cas échéant, par les documents particuliers du marché sur les conditions dans lesquelles des restrictions peuvent être apportées à ces communications et à l'écoulement des eaux.

En cas d'inobservation par le titulaire des prescriptions ci-dessus et sans préjudice des pouvoirs des autorités compétentes, le représentant de l'acheteur peut prendre aux frais du titulaire les mesures nécessaires, après mise en demeure restée sans effet.

En cas d'urgence ou de danger, ces mesures peuvent être prises sans mise en demeure préalable.

7-3.6. Accès, consignes, personnel et moyens du titulaire

Le personnel du titulaire possède les qualifications requises pour l'exécution des tâches qui leur sont confiées.

Le titulaire désigne en outre un responsable qui est l'interlocuteur habituel de l'acheteur. Tout changement de ce responsable est soumis à l'agrément préalable de l'acheteur.

Le personnel d'intervention du titulaire est soumis :

- aux dispositions générales prévues par la législation du travail ;
- au règlement intérieur de l'établissement.

L'acheteur se réserve le droit à tout moment, et sans avoir à en justifier, de demander le remplacement de tout membre du personnel du titulaire ou même de lui refuser l'accès des lieux en toute ou partie.

Il est interdit à toute personne de pénétrer dans des locaux qui n'exigent pas son intervention.

Le titulaire met en place à ses frais l'ensemble des moyens conformes à la bonne exécution de ses prestations, notamment :

- L'outillage ;
- Les équipements de rangement des locaux ;
- Les équipements de manutention ;
- Les protections ;
- Les matériels de télécommunication ;
- Les tenues de travail ;
- Les équipements de protection individuelle ;
- Les véhicules .

7-3.7. Mise à disposition de matériels par l'acheteur

Sans objet.

7-3.8. Prise en charge et restitution des installations et de la documentation

A - Prise en charge des installations

Le titulaire déclare être parfaitement informé de la constitution des locaux et de la consistance des matériels ou équipements, objet du marché.

Il déclare prendre en charge les installations sans réserve.

La mise en conformité des matériels ou équipements à la réglementation en vigueur est à la charge de l'acheteur.

B - Restitution des installations

Aucune stipulation particulière.

C - Prise en charge et restitution de la documentation des installations

Aucune stipulation particulière.

7-3.9. Documentation technique

Sans objet.

7-3.10. Revendications des tiers

Sans objet.

7-4. Conditions d'intervention

L'attention de l'entrepreneur est attirée sur le fait qu'il devra faire preuve d'une grande réactivité pour confirmer sa disponibilité pour mener à bien l'intervention demandée, il devra également faire preuve d'une capacité à suivre les prestations se déroulant en simultanées ou quasi-simultanément sur l'ensemble du réseau, ainsi que d'une faculté à rendre compte à l'acheteur concerné et à suivre administrativement le marché public.

7-5. Formation

Tout intervenant sur le réseau doit avoir suivi au préalable une formation de sensibilisation à la sécurité pour les interventions sur réseau routier et une formation sur les règles de pose et de dépose de signalisation temporaire sur réseau routier.

Ces formations sont à la charge de l'employeur qui doit l'attester l'acheteur à l'aide attestation de suivi de formation. Ces formations doivent également être suivies par les intérimaires auxquels l'entreprise ferait appel.

7-6. Prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité

Il est fait application des dispositions suivantes :

- Les dispositions des articles R.4511-1 à 11, R.4512-1 à 16, R.4513-1 à 13, R.4514-1 à 10, R.4515-1 et 4 à 11 du Code du Travail n'ont pas pour effet d'affecter les règles relatives aux responsabilités respectives des chefs d'entreprises à l'égard de leur propre personnel ;
- Les dispositions de l'arrêté du 26 avril 1996 pris en application de l'article R.4511-9 du code du travail et portant adaptation de certaines règles de sécurité applicables aux opérations de chargement et de déchargement effectuées par une entreprise extérieure, sont mises en œuvre ;
- Dans la suite du présent article et en application de l'article R.4511-9 du Code du Travail, le terme "chef d'entreprise" s'applique au chef d'entreprise ou à son représentant habilité.

7-6.1. Dispositions à prendre pendant la mise en place du marché

A - Échange d'informations

Dans un délai de 30 jours à compter du début de la mise en place du marché les chefs d'entreprises destinataires et transporteurs se communiquent par écrit :

- Toutes les informations et indications utiles à l'évaluation des risques de toute nature générés par les opérations répétitives de déchargement dans le site destinataire ;
- Les mesures de prévention des risques et de sécurité qui doivent être observées à chacune des phases de l'opération.

B - Protocole de sécurité

Conformément à l'article 2 de l'arrêté du 26 avril 1996, un protocole de sécurité remplace le plan de prévention prévu aux articles R.4512-6 et 8 à 11 et suivants du code du travail.

7-6.2. Dispositions à prendre pendant l'exécution des prestations sur le site d'accueil

Les chefs d'entreprises mettent en œuvre les mesures prévues par le protocole de sécurité.

7-6.3. Surveillance médicale des salariés

Aucune stipulation particulière.

ARTICLE 8. CONTRÔLES, ADMISSIONS ET GARANTIES

8-1. Surveillance en usine, vérifications et essais

Sans objet.

8-2. Admission

8-2.1. Vérifications quantitatives

Elles sont effectuées dans un délai de 15 jours à dater de l'exécution du service.

Les conditions de vérifications quantitatives sont les suivantes :

- L'acheteur ou son représentant effectue dans les 15 jours, les opérations de vérification quantitative simples qui ne nécessitent qu'un examen sommaire et ne demandent que peu de temps.
- Établissement d'un constat au vu des quantités, natures des prestations définies dans le bon de commande.

8-2.2. Vérifications qualitatives

Elles sont effectuées dans un délai de 15 jours à dater de l'exécution du service.

Elles portent sur :

- Le respect des règles d'élagages, coupes des arbres ;
- Le respect des règles de plantation ;
- Le respect des règles de traitement des invasives ;
- ...

Les conditions de vérifications qualitatives sont les suivantes :

- L'acheteur ou son contrôle extérieur effectue dans les 15 jours, les opérations de vérification qualitatives.
- Établissement d'un constat / rapport au vu de la nature des prestations définies dans le bon de commande et le CCTP.

8-3. Garantie(s)

8-3.1. Garantie des prestations

Le délai dont dispose le titulaire pour effectuer une mise au point ou une réparation qui lui est demandée, est fixé par décision de l'acheteur après l'avoir consulté.

8-3.2. Garantie de suivi de la documentation

Sans objet.

8-3.3. Garantie particulières

Sans objet.

ARTICLE 9. RÉSILIATION

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le représentant de l'acheteur des éléments énumérés à l'article 3.4.2 du CCAG complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

A défaut, l'acheteur se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 41.1 h) du CCAG.

Outre les cas et les conditions de résiliation du marché définis à l'article 41 du CCAG, l'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP peut entraîner, sans mise en demeure préalable par dérogation à l'article 41.2 du CCAG, la résiliation du marché par décision de l'acheteur signataire du marché aux frais et risques du déclarant.

Lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution du marché, placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du CCP ayant pour effet de l'exclure d'un marché, l'acheteur peut résilier le marché pour ce motif ainsi que conformément aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du CCP.

Si le titulaire ne déclare pas sans délai sa mise en redressement judiciaire conformément à l'article L.2195-4 du CCP, l'acheteur peut résilier le marché dans les conditions de l'article 39.2 du CCAG.

Après mise en demeure restée sans effet dans un délai de deux mois et en application de l'article L8222-6 du Code du travail l'acheteur se réserve la possibilité de résilier le marché en cas de non respect des articles L8221-3 à L8221-6 sur le travail dissimulé.

ARTICLE 10. CLAUSES TECHNIQUES

Voir le CCTP.

ARTICLE 11. CLAUSE SOCIALE D'INSERTION

L'acheteur, dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, a décidé de faire application des dispositions de l'article L.2112-2 du CCP et de l'article 16.1 du CCAG en incluant dans le cahier des charges de ce marché public une clause obligatoire d'insertion par l'activité économique. L'article 16.1 du CCAG définit en particulier les publics éligibles, les modalités de mise en œuvre de l'action d'insertion professionnelle par le titulaire et par le représentant de l'acheteur ainsi que le rôle du facilitateur désigné ci-dessous.

Cette clause est applicable au(x) lot(s) suivant(s) :

| Désignation des lots | |
|-----------------------------|---|
| Lot 1 | DADS – 04 Entretien des dépendances vertes en accotement du Réseau Routier National |
| Lot 2 | DADS – 05 Entretien des dépendances vertes en accotement du RRN |
| Lot 3 | DADS – 04 Travaux forestiers des espaces sensibles aux incendies en bordure du RRN |

| Désignation des lots | |
|----------------------|---|
| Lot 4 | DADS – 05 Travaux forestiers des espaces sensibles aux incendies en bordure du RRN |
| Lot 5 | DU 13 – 83 – Travaux forestiers des espaces sensibles aux incendies en bordure du RRN |

Pour l'exécution du/des lot(s) n° LOT 1, LOT 2, LOT 3, LOT 4, LOT 5 , chacun des titulaires devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

11-1. Publics visés et volume d'insertion à réaliser

- Personnes recrutées et accompagnées dans une structure reconnue par l'Etat :
 - Personnes prises en charge dans le secteur adapté ou protégé ; salariés des entreprises adaptées, des entreprises adaptées de travail temporaire ou usagers des ESAT ;
 - Personnes prises en charge dans les structures d'insertion par l'activité économique (IAE) mentionnées à l'article L .5132-4 du code du travail, c'est-à-dire ;
 - mises à disposition par une association intermédiaire (AI) ou une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI) ;
 - salariées d'une entreprise d'insertion (EI), d'un atelier chantier d'insertion (ACI) ;
 - personnes employées par une régie de quartier ou de territoire agréée ;
 - personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, notamment les Etablissements Publics d'Insertion et de Défense (EPIDE) et les Ecoles de la deuxième Chance (E2C) ;
 - personnes en parcours d'insertion au sein des groupements d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ)
 - personnes sous main de justice employées en régie, dans le cadre du service de l'emploi pénitentiaire de l'agence du travail d'intérêt général et de l'insertion professionnelle (ATIGIP) ou affectées à un emploi auprès d'un concessionnaire de l'administration pénitentiaire.
- Personnes répondant à des critères d'éloignement du marché du travail :
 - Demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage) sans activité ou en activité partielle (moins de 6 mois dans les 12 derniers mois) ;
 - Bénéficiaires du RSA en recherche d'emploi ;
 - Personnes ayant obtenu la reconnaissance de la qualité de travailleurs handicapés au sens de l'article L.5212-13 du code du travail orientés en milieu ordinaire et demandeurs d'emploi fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi ;
 - Bénéficiaires de l'allocation spécifique de solidarité (ASS), de l'allocation adulte handicapé (AAH), de l'allocation temporaire d'attente (ATA), de l'allocation veuvage, ou de l'allocation d'invalidité ;
 - Jeunes de moins de 26 ans en recherche d'emploi :
 - sans qualification (infra niveau 3, soit niveau inférieur au CAP/BEP) et sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois
 - diplômés, justifiant d'une période d'inactivité de 6 mois depuis leur sortie du système scolaire ou de l'enseignement supérieur ;
 - Demandeurs d'emploi senior (plus de 50 ans) en recherche d'emploi depuis plus de 6 mois ;
 - Jeunes en suivi renforcé de type PACEA, SMA, SMV ou Garantie Jeunes ;
 - Habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville éloignés de l'emploi et en recherche d'emploi depuis plus de 6 mois ;
 - Personnes ayant un statut de réfugié ou bénéficiaires de la protection subsidiaire et en

- recherche d'emploi depuis plus de 6 mois ;
- Personnes rencontrant des difficultés particulières sur proposition motivée de Pôle emploi, des maisons de l'emploi, des plans locaux pour l'insertion et l'emploi (PLIE), des missions locales, de Cap emploi ou des maisons départementales des personnes handicapées (MDPH).

D'autres personnes, rencontrant des difficultés particulières d'insertion professionnelle, peuvent, sur avis motivé du facilitateur, être considérées comme relevant des publics prioritaires.

L'éligibilité des publics doit être établie préalablement à la mise en oeuvre du dispositif et à la réalisation des heures d'insertion.

11-2. Le nombre d'heures d'insertion à réaliser

Le volume horaire de travail précisé ci-dessous est obligatoirement réservé aux publics visés au 11-1.

| Lots | Nombre minimum d'heures d'insertion |
|-----------|---|
| 1 et 2 | Marchés réservés |
| 3, 4 et 5 | 10 heures par tranches de 30 000 € HT de commande |

Ce quota d'heures fait suite à la consultation des facilitateurs.

La globalisation des heures d'insertion par le titulaire est autorisée.

11-3. Les modalités de mise en œuvre des actions d'insertion

L'attributaire s'engage à réaliser une action d'insertion, au minimum à hauteur des objectifs horaires d'insertion fixés ci-dessus, en utilisant une ou plusieurs des modalités définies ci-après ;

- 1ère modalité : le recours à la sous-traitance ou au groupement d'opérateurs économiques avec une entreprise d'insertion (EI), un atelier chantier d'insertion (ACI) ou une entreprise adaptée (EA), un établissement et service d'aide par le travail (ESAT), une entreprise d'insertion par le travail indépendant (EITI), ou un travailleur indépendant handicapé (TIH) ;
- 2ème modalité : la mise à disposition de salariés en insertion via le recours à une association intermédiaire. (AI), ou à une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI), ou à une entreprise de travail temporaire adapté (ETTA), ou à un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ), ou à une entreprise de travail temporaire (ETT) ;
- 3ème modalité : l'embauche directe en contrat à durée indéterminée (CDI), en contrat à durée déterminée (CDD) par l'entreprise titulaire, ou en contrats en alternance (contrat de professionnalisation ou contrat d'apprentissage). Les heures effectuées par les personnes en insertion via l'embauche directe sont comptabilisées durant l'exécution du marché à compter de la date d'embauche et pour une période maximale de deux ans.

L'attributaire désignera un responsable des ressources humaines qui sera l'interlocuteur privilégié du facilitateur de la clause sociale pour mettre en oeuvre les actions d'insertion.

Ce responsable indiquera, les modalités opérationnelles d'exécution et le planning détaillé de

mise en œuvre de la clause sociale et désignera son propre correspondant insertion.

Un tuteur sera nommé pour faciliter l'intégration des personnes en insertion au sein de l'entreprise titulaire et pour en assurer le suivi en liaison avec le facilitateur de la clause sociale.

La liste des structures d'insertion par l'activité économique est communicable, à titre indicatif, par le facilitateur clauses sociales désigné.

11-4. Dispositifs d'accompagnement pour la mise en œuvre des clauses sociales

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, le pouvoir adjudicateur a mis en place une procédure spécifique d'accompagnement coordonnée par :

Département des Alpes de Hautes Provence (04)

Objectif Plus

Bénédicte MEYER

04 65 10 03 58

clausesociale@objectifplus.org

Départements des Hautes Alpes (05)

Département des Hautes-Alpes

Sophie LECLERCQ

04 92 40 39 54

sophie.leclercq@hautes-alpes.fr

Département des Bouches du Rhône et du Var

MÉTROPOLE AIX MARSEILLE PROVENCE

Cecilia REVEL

06 23 61 80 59

cecilia.revel@ampmetropole.fr

Dans ce cadre, le facilitateur de la clause sociale a pour mission :

- d'accompagner le titulaire dans la définition du besoin de recrutement (nature du poste, compétence ...) et de lui proposer les modalités les plus appropriées de mise en œuvre de la clause d'insertion (embauche directe, mise à disposition, etc.) ;
- d'identifier les publics susceptibles de répondre au besoin du titulaire ;
- d'organiser le suivi des publics ;
- de valider l'éligibilité des personnes en amont de leur prise de poste ;
- de mesurer et de communiquer auprès de l'acheteur et du titulaire sur les réalisations obtenues dans le cadre du contrat.

11-5. Comptabilisation des heures d'insertion, de formation, et durée d'éligibilité des salariés en insertion

L'éligibilité de la candidature doit être, avant toute embauche, préalablement établie par le facilitateur et questionnée à chaque nouveau marché. L'éligibilité repose sur un statut et non un contrat.

Quelle que soit la nature du contrat, une personne recrutée dans le cadre des clauses peut rester éligible 24 mois, sous réserve d'être positionnée dans le cadre du même marché public. Dans le cas contraire, son éligibilité devra être requestionnée.

- Cas particulier d'embauche en CDI et de prolongation de l'éligibilité :

Dans l'intervalle temporel de réalisation du contrat public, si dans la continuité d'un contrat à durée déterminée ou d'une mise à disposition, l'entreprise embauche en contrat à durée indéterminée le salarié en insertion, les heures de travail réalisées par le salarié seront comptabilisées au titre des heures d'insertion dues par l'entreprise pendant 12 mois de plus que les 24 mois habituels, dans la limite de 36 mois.

Dans tous les cas (prolongation éligibilité avec CDI, globalisation, etc.), la comptabilisation des heures ne peut intervenir que dans l'intervalle temporel du contrat public.

Comptabilisation des heures de formation : Si la formation fait partie du contrat de travail (contrat de professionnalisation, contrat d'apprentissage, Contrat d'Insertion Professionnel Intérimaire (CIPI), Contrat de Développement Professionnel Intérimaire (CDPI), Contrat à Durée Déterminée d'Insertion (CDDI), etc.), les heures de formation sont comptabilisées au titre des heures d'insertion.

En revanche, les périodes de formation ou de stage ne sont pas comptabilisées en amont de l'embauche (PMSMP, stages etc.). Néanmoins, lorsque la formation, notamment sous forme de POEC/POEI ou CIPI (Contrat d'Insertion Professionnelle Intérimaire), a pour objectif de permettre à ces personnes d'accéder à un emploi, notamment dans le cadre de clause sociale, le temps de formation initiale, antérieur au contrat de travail, peut être comptabilisé, à certaines conditions cumulatives :

- L'entreprise est mobilisée dès l'entrée en POEC/POEI/CIPI, accueille la personne lors des périodes pratiques de la formation.
- La comptabilisation des heures de formation intervient à la suite du recrutement, voir à l'issue de la fin de la période d'essai.
- La valorisation des heures de formation intervient dans une limite de 10% des heures d'insertion réalisées dans le cadre du marché.

11-6. Les modalités de contrôle de l'action d'insertion

Conformément aux articles 16.1.2 du CCAG-FCS:

Il sera procédé, par tous moyens, au contrôle de l'exécution de l'action d'insertion pour laquelle le titulaire s'est engagé.

A la demande du facilitateur, le titulaire fournit, dans le délai qui lui sera imparti, tous renseignements utiles (par exemple, date d'embauche, nombre d'heures réalisées, type de contrat, poste occupé, etc.) propres à permettre le contrôle de l'exécution et l'évaluation de l'action et ceci

sur la base de la fiche mensuelle du suivi des heures travaillées.

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l'application de pénalités prévues à l'article 4-3.8 du présent CCAP.

En tout état de cause, le titulaire doit informer le pouvoir adjudicateur, par courrier recommandé avec AR, s'il rencontre des difficultés pour faire face à son engagement. Dans ce cas, le facilitateur de la clause sociale étudiera avec le titulaire les moyens à mettre en oeuvre pour parvenir aux objectifs d'insertion auxquels il s'est engagé.

L'exécution de la clause pourra faire l'objet d'un suivi en réunion de chantier.

À l'issue du marché, le titulaire s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauches ultérieures des personnes en insertion formées sur le chantier.

En cas de manquement grave du titulaire à son engagement d'insertion, le représentant de l'acheteur peut procéder à la résiliation du marché.

À l'achèvement du marché, le titulaire présente, avec son projet de décompte final, l'attestation du facilitateur de la clause sociale, faisant état du bilan d'insertion mis en oeuvre par le titulaire.

Cas particuliers

- Sous-traitance :

En cas de sous-traitance l'entreprise attributaire, doit informer ses sous-traitants de la mise en oeuvre d'une clause sociale dans le marché. Si elle décide de demander au sous-traitant de réaliser une partie des heures d'insertion, celle-ci doit être proportionnelle à la part d'activité qui lui est confiée par la convention de sous-traitance.

- Globalisation des heures :

Dans le cas où l'entreprise est attributaire de plusieurs marchés comportant une clause sociale d'insertion sur le territoire du département des Hautes-Alpes, afin de favoriser le parcours d'insertion des personnes recrutées par l'entreprise et pour faciliter la gestion de la clause par ladite entreprise, à compter de l'attribution du marché et pendant l'exécution du marché, l'entreprise pourra, en accord avec le facilitateur, globaliser la mise en oeuvre des heures d'insertion.

- Licenciement économique :

En cas de licenciement économique ou de chômage partiel et sous réserve d'obtenir les documents justificatifs, le maître d'ouvrage examinera la demande de l'entreprise de se voir exonérée de tout ou partie de ses obligations liées aux clauses d'insertion.

ARTICLE 12. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP et du CCTP sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

a) CCAG :

| | | |
|-----------------|---------------------|-----------------------------|
| | | |
| Art. 1-8.3 CCAP | Déroge à l'article | 9.2 du CCAG |
| Art. 2 CCAP | Déroge à l'article | 4.1 CCAG |
| Art. 3-3 CCAP | Déroge à l'article | 15.3 CCAG |
| Art. 4 CCAP | Déroge aux articles | 14.1.1, 14.1.2, 14.1.3 CCAG |
| Art. 4-2.1 CCAP | Déroge à l'article | 14.1.1 CCAG |
| Art. 5-2 CCAP | Déroge à l'article | 11.1 CCAG |
| Art. 9 CCAP | Déroge à l'article | 41.2 CCAG |

b) CCP

| | | |
|---------------|--------------------|-----------|
| | | |
| Art. 1-1 CCAP | Déroge à l'article | 77 du CCP |

c) CCTG et CPC travaux publics

d) Normes françaises homologuées

e) Autres normes